



150 ANS DE TROP

Nous célébrons en cette glorieuse année 2017 le 375^e anniversaire de la colonisation du territoire mohawk de Tiohtiake, mais surtout, événement encore plus grandiose, l'adoption, il y a 150 ans, par les élites capitalistes d'antan d'un traité qui a créé ce beau dominion britannique que le Canada. Le fraudeur MacDonald, le peu allumé McCully, le colonisateur Galt, les corrompus Cartier et Langevin et les autres valets de la bourgeoisie britannique et canadienne signaient ainsi l'Acte d'Amérique du Nord Britannique en 1867, sans égard au fait que nulle décision démocratique n'avait été prise par les citoyen-ne-s des colonies concernées par la création de la fédération canadienne.

Nous voici donc, maintenant, devant ce constat ridicule : nous sommes dans une monarchie, laquelle est soutenue par un État fédéral corrompu à l'os, impérialiste à souhait et qui continue, plus de 400 ans après l'arrivée de

Jacques Cartier, d'assassiner les Premières Nations (non pas que l'État québécois soit blanchi de ces crimes, au contraire). Nous sommes dans cette situation où subsiste des vieux déchets royaux de l'ère féodale, en cohabitation avec le pire de ce qu'a à offrir le capitalisme mondialisé et son amour du pillage des ressources naturelles d'ici et d'ailleurs (le Canada, effectivement, est le paradis de l'exploitation minière la plus abjecte, comme l'a montré Alain Denault dans *Noir Canada*).

La guerre des classes à la sauce canadienne

L'existence du Canada est liée à un long historique de violence, un processus de défense de la stabilité canadienne contre ce qui aurait pu menacer son intégrité. Lorsque c'étaient des initiatives prolétariennes anti-conscription qui voulaient empêcher la fédération d'accomplir son rôle de lèche-botte vis-à-vis de l'Angleterre durant la Première Guerre Mondiale, on tirait sur les travailleurs et travailleuses venu-e-s manifester. Lorsque le Parti communiste du Canada commençait à gagner en influence suite à la crise de 1929, la police montée arrêtait 9 de ses dirigeants. Lorsque des intellectuel-le-s et politicien-ne-s québécois-e-s commençaient à sérieusement répandre les idées séparatistes, on faisait

SOCIALISME ET INDÉPENDANCE

L'indépendance nationale ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen de lutte permettant aux travailleurs et aux travailleuses du Québec d'obtenir tous les leviers politiques, culturels et économiques afin de parler d'égal à égal avec les autres peuples du monde. Nous luttons pour un indépendantisme républicain et socialiste qui permettra de construire une société dans laquelle les principaux moyens de production, les secteurs-clés de l'économie, seront remis aux mains de la collectivité par une série de nationalisations sous contrôle démocratique.

débarquer l'armée et on arrêtait artistes et syndicalistes pour noyer le mouvement de libération nationale. Lorsque les métis se rebellaient dans ce qui deviendra la province du Manitoba, on pendait leur chef, « même si tous les chiens du Québec aboient en sa faveur ».

Le Canada ne peut subsister qu'à force de répression des tentatives révolutionnaires et contestataires, suivant la tradition qui a cours depuis la Nouvelle-France, qui matait les autochtones avec le plomb et la poudre, jusqu'à aujourd'hui. Il convient aux progressistes du Québec, mais aussi d'ailleurs sur le territoire canadien, francophones et anglophones autant qu'autochtones, de réaliser que cette répression est fondamentalement liée à la nature même de l'État, et qu'elle ne pourra disparaître qu'avec une révolution. Il faut que les gauchistes réalisent l'existence d'une lutte qui a cours, parfois subtilement et parfois de manière évidente, entre le Canada et ses habitant-e-s.

Les bourgeois-e-s ne sont pas une menace pour le Canada, mais les travailleuses et les travailleurs, oui!

Cette lutte ne pourra pas être menée par la bourgeoisie nationale contre la bourgeoisie fédérale. Toute tentative par des capitalistes de mener une lutte pour l'indépendance a nécessairement échoué, car leurs intérêts sont avant tout ceux du capital et non pas ceux du peuple. Le projet de « souveraineté-association » de Lévesque et de l'agent-double Morin représentait parfaitement cette réalité : une vraie séparation d'avec le Canada aurait comporté

des risques pour les grandes industries qui faisaient affaire avec les autres provinces et avec les USA, alors il fallait y aller avec quelque chose de plus mou. Aujourd'hui encore, les minables péquistes de Lisée et sa bande préfèrent mener la lutte contre les femmes voilées plutôt que contre ce qui nous oppresse, car le PQ est avant tout un parti néolibéral comme les autres, mais avec un arrière-goût de souverainisme.

Outre le FLQ qui est malheureusement tombé dans l'aventurisme, nulle tentative d'attaque contre l'État fédéral n'a été menée par les travailleurs et travailleuses au Québec. Or, ce sont les masses, celles qui n'ont pas comme intérêt premier l'accumulation de capitaux, qui sont le moteur de l'histoire. Si la France s'est joliment débarrassée de sa monarchie moyenâgeuse, ce n'est pas grâce aux Jacobins, et encore moins à cause des autres factions bourgeoises, mais bien grâce à la force armée des sans-culottes, le petit peuple des villes qui combattit l'aristocratie et la royauté. Le cas de la révolution américaine, dans laquelle la force motrice était celle du peuple (incluant des esclaves et des membres des Premières nations), ou de la révolution russe de 1905 n'est pas différent : toujours, le peuple est le moteur du changement social. La bourgeoisie québécoise, « empêtrée dans ses intérêts les plus immédiats et les plus mesquins », comme disait le

jeune Marx, ne portera pas de coup légal à l'État canadien, car elle est trop occupée à gérer ses paradis fiscaux, ses journaux racistes et ses compagnies qui pillent le sol et exploitent le prolétariat.

Pour en finir avec l'exploitation néo-coloniale

La domination capitaliste québécoise est celle de la bourgeoisie québécoise tout autant que canadienne, et elles doivent toutes deux être combattues. Bombardier et Jean Coutu ne sont pas mieux que Tim Hortons et Petro-Canada. Combattre l'État canadien est d'une importance capitale, et cela passe par une lutte pour la libération du Québec, mais celle-ci ne peut se faire en s'alliant aux plein-e-s de cash du Québec qui opteront toujours pour la facilité et pour la voie des pleutres. Si les intérêts capitalistes demandent à la collaboration avec les autorités fédérales et leur reine, les boss iront leur baiser les pieds à la première occasion, laissant de côté tous leurs beaux principes de liberté et d'indépendance. La lutte pour l'indépendance sera populaire et prolétarienne ou ne mènera qu'à des défaites comme celles des deux référendums, conduits avec maladresse par des larbins du capitalisme.

